

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

DE L'APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX N° 02.SO/ 2020

En application des dispositions de l'alinéa 2 du paragraphe 1, de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et al 3 § 3 de l'article 17 du Décret n° 2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 mars 2013) fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'Etat ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle.

OBJET

***REALISATION D'UN SONDAGE D'OPINION
Relatif à
LA PERCEPTION DE LA CONCURRENCE***

CONTACT :

*Division Comptabilité et Finance
Conseil de la Concurrence
Avenue Attine Mahaj Ryad, Imm 7 et 8 hay Ryad Rabat
Fax : 05 37 75 91 19
Site web : www.Conseil-Concurrence*



SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| ARTICLE 1- OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION..... | 3 |
| ARTICLE 2 CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS..... | 3 |
| ARTICLE 3- CONTENU DU DOSSIER DES CONCURRENTS..... | 3 |
| ARTICLE 4- COMPOSITION DU DOSSIER D'APPELS D'OFFRES | 6 |
| ARTICLE 5-MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES | 6 |
| ARTICLE 6- REPARTITION PAR LOT..... | 6 |
| ARTICLE 7- RETRAIT DES DOSSIERS D'APPELS D'OFFRES..... | 6 |
| ARTICLE 8- INFORMATIONS DES CONCURRENTS | 6 |
| ARTICLE 9- CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS.... | 7 |
| ARTICLE 10--DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS..... | 8 |
| ARTICLE 11-RETRAIT DES PLIS..... | 8 |
| ARTICLE 12-DELAÏ DE VALIDITE DES OFFRES..... | 8 |
| ARTICLE 13-CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES..... | 9 |
| ARTICLE 14RESULTAT DEFINITIF DE L'APPEL D'OFFRES..... | 11 |
| ARTICLE 15- PREFERENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE | 11 |
| ANNEXE I : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT | 12 |
| ANNEXE II : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR | 14 |
| ANNEXE III : MODELE DU CADRE DE LA DECOMPOSITION DU MONTANT GLOBAL.. | 16 |

ARTICLE 1- OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert sur offres de prix n°02.SO/2020 ayant pour objet la réalisation « d'un Sondage d'Opinion relatif à la conception de la concurrence » pour les besoins du Conseil de la Concurrence à Rabat.

Il a été établi en vertu des dispositions de l'article 18 du décret N° 2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 mars 2013) fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'Etat ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le Décret précité. Le maître d'ouvrage du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est le conseil de la concurrence représenté par son Président.

ARTICLE 2- CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 18 du Décret n° 2-12-349 précité :

1 – Seuls peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :

- justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises,*
- sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le Comptable chargé du recouvrement,*
- sont affiliées à la CNSS et souscrivent régulièrement leurs déclarations de salaires et son en situation régulière auprès de cet organisme.*

2 – Ne sont pas admises à participer à la présente consultation :

- les personnes en liquidation judiciaire,*
- les personnes en redressement judiciaire sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité compétente,*
- les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les condition fixées par les articles 24 et 85 du décret n° 2-12-349 précité, selon la cas.*
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation de marchés.*



ARTICLE 3- CONTENU DU DOSSIER DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions des articles 25 du Décret n° 2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 mars 2013), les pièces à fournir par les concurrents sont :

A- Dossier administratif comprenant :

- a) la déclaration sur l'honneur comportant les indications et les engagements précisés au à l'article 26 du Décret n° 2-12-349 du 08), Joumada I 1434 (20 mars 2013 établie d'après le modèle joint en annexe I,*

- b) la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent,
- c) une attestation ou sa copie certifiée conforme délivrée depuis moins d'un (1) an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé,
- d) une attestation ou sa copie certifiée conforme délivrée depuis moins d'un (1) an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à l'article 22 du Décret n° 2-06-388 précité,
- e) le récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant,
- f) le certificat d'immatriculation au registre de commerce,
- g) En cas de groupement, une copie légalisée de la convention de la constitution du groupement. Cette convention doit être accompagnée d'une note indiquant notamment l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, la répartition des prestations, le cas échéant.

Toutefois, les concurrents non installés au Maroc sont tenus de fournir l'équivalent des attestations visées aux paragraphes c), d) et f) ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une déclaration faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays d'origine ou de provenance.

B- Dossier technique comprenant :

- a) Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent, comportant les indications prévues par l'alinéa 1, paragraphe B de l'article 23 du décret n° 2-12-349 ;
- b) Des attestations de réalisation de prestations similaires délivrées par les bénéficiaires publics ou privés comportant les indications prévues par l'alinéa 2, paragraphe B de l'article 23 du décret précité.
- c) Le certificat d'agrément, domaine d'activité : études générale (**D13**) délivré par le Ministère de l'Equipement instauré par le Décret n° 2-98-984 du 4 hija 1419 (22/Mars/1999).

N.B : En cas de groupement solidaire, les capacités financières et techniques dudit groupement seront jugées sur la base d'une mise en commun des moyens et compétences de l'ensemble de ses membres pour satisfaire, de manière complémentaire et cumulative, les exigences fixées à cet effet dans le cadre de la présente procédure.

En revanche, dans le cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement y compris le mandataire, doit justifier individuellement les capacités juridiques, techniques et financières requises pour la réalisation des prestations pour lesquelles il s'engage.

4.3- Offre technique comprenant :

Le dossier de l'offre technique doit comprendre :

- 1. Une note méthodologique à mettre en œuvre pour la réalisation de l'étude et qui doit tenir compte des termes de référence du CPS. Cette note doit relater notamment le dispositif organisationnel, les moyens humains et techniques que le prestataire s'engage à mettre en place pour la réalisation de l'étude ainsi qu'un projet de planning prévisionnel de réalisation ;*
- 2. Les curriculum vitae (CV) des membres de l'équipe à affecter pour l'exécution des prestations. Chaque CV doit être signé par l'intéressé.*
- 3. Des copies certifiées conformes à l'originale des diplômes des membres de l'équipe proposée.*
- 4. Le chronogramme des affectations du personnel avec la désignation des tâches qui seront assignées à chaque membre de l'équipe proposée. Les qualifications de ces membres doivent être en adéquation avec les tâches qui leur seront assignées.*

4.4- Offre financière comprenant :

- a) L'acte d'engagement établi d'après le modèle joint en annexe I ;*
- b) La décomposition du montant global établie d'après le modèle joint en annexe III.*



Le montant de l'acte d'engagement ainsi que les prix indiqués dans la décomposition du montant global doivent être indiqués en chiffres et en toutes lettres et doivent être exprimés en dirham marocain.

Les prix de l'offre doivent être exprimés en dollar US ou en Euro lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc. Dans ce cas, pour être évaluées et comparées, les montants des offres exprimées en monnaie étrangère doivent être convertis en dirham. Cette conversion doit s'effectuer sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis, donné par Bank Al-Maghrib.

Lorsqu'un même prix est indiqué en chiffres et en lettres et qu'il existe une différence entre ces deux modes d'expression, le prix indiqué en toutes lettres fait foi.

En cas de discordance entre les indications de prix de ces différents documents, ceux libellés en toutes lettres du bordereau des prix - détail estimatif sont tenus pour bons pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

Les pièces contenues dans les dossiers et les offres présentées par les concurrents doivent être établies en langue arabe ou en langue française.

ARTICLE 4- COMPOSITION DU DOSSIER D'APPELS D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 du Décret n° 2-12-349 précité, le dossier d'appel d'offres comprend :

- Une copie de l'avis d'appel d'offres ;
- Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- Le modèle de l'acte d'engagement ;
- Le modèle de la décomposition du montant global;
- Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
- Le présent règlement de la consultation.



ARTICLE 5- MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions du paragraphe 5 de l'article 19 du décret n° 2-12-349 précité, des modifications peuvent être introduites dans le dossier d'appel d'offres. Ces modifications ne peuvent en aucun cas changer l'objet du marché. Ces modifications seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Lorsque ces modifications nécessitent la publication d'un avis modificatif, celui-ci doit être publié conformément aux dispositions du § 2-I alinéa 1 de l'article 20 du décret n° 2-12-349 précité.

ARTICLE 6- REPARATITION PAR LOT

Le présent appel d'offres concerne un marché en lot unique.

ARTICLE 7- RETRAIT DES DOSSIERS D'APPELS D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dans les bureaux indiqués dans l'avis d'appel d'offres dès la parution de ce dernier au premier journal et jusqu'à la date limite de remise des offres indiquée dans l'avis d'appel d'offre. Il est remis gratuitement aux concurrents.

Les dossiers d'appel d'offres peuvent être envoyés par voie postale aux concurrents qui le demandent par écrit et à leur risque et péril selon les modalités fixées par l'arrêté du Ministre des Finances n° 1290-07 en date du 04 juillet 2007.

ARTICLE 8- INFORMATIONS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 22 du Décret n° 2-12-349 précité, tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrages au moins sept (7) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement, fourni par l'Administration à un concurrent, à la demande de ce dernier, sera communiqué le même jour et dans les mêmes conditions, et au moins trois (3)

jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis, aux autres concurrents qui ont retiré le dossier d'appel d'offres et ce, par lettre recommandée avec accusé de réception, par télécopie confirmée ou par voie électronique. Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent et communiqué aux membres de la commission d'appel d'offres.

ARTICLE 9- CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

1 – Contenu des dossiers :

Conformément aux dispositions de l'article 26 du Décret n° 2-12-349, les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter :

- Le cahier des prescriptions spéciales paraphé et signé ;*
- Le Règlement de consultation*
- Le dossier administratif précité (Cf. article 4 ci-dessus) ;*
- Le dossier technique précité (Cf. article 4 ci-dessus) ;*
- L'offre financière (Cf. article 4 ci-dessus) ;*
- L'offre technique (Cf. article 4 ci-dessus).*

2 – Présentation des dossiers des concurrents :

Conformément aux dispositions de l'article 29 du Décret n° 2-12-349 précité, le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli cacheté portant :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;*
- L'objet du marché ;*
- La date et l'heure de la séance publique d'ouverture des plis ;*
- L'avertissement que "les plis ne doivent être ouverts que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis".*

*Ce pli contient **trois enveloppes** comprenant chacune :*

*1/- La **première enveloppe comprend** : le dossier administratif, le dossier technique, le cahier des prescriptions spéciales et le règlement de consultation paraphés et signés par le concurrent. Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « Dossiers administratif et technique » ;*

*2/- La **deuxième enveloppe comprend** : l'offre financière du soumissionnaire. Elle doit être cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « Offre financière ».*

*3/- La **troisième enveloppe comprend** : l'offre technique du concurrent. Elle doit être cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « Offre technique ».*

ARTICLE 10-DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 31 du Décret n° 2-12-349 précité, les plis sont, au choix des concurrents :

- Soit déposés contre récépissé à l'adresse indiquée dans l'avis d'appel d'offres ;*
- Soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception à l'adresse précitée ;*
- Soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis.*

Le délai pour la réception des plis expire à la date et l'heure fixées par l'avis de l'appel d'offres pour la séance d'examen des offres.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par l'Administration dans leur ordre d'arrivée, sur un registre spécial. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portés sur le pli remis.

Les plis resteront cachetés et tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 36 du Décret n°2-12-349 précité.

ARTICLE 11-RETRAIT DES PLIS

Conformément aux dispositions de l'article 32 du Décret n° 2-12-349, tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixés pour l'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions de dépôt des plis fixées à l'article 31 du Décret n°2-12-349 précité.

ARTICLE 12-DELAJ DE VALIDITE DES OFFRES

Par dérogation à l'article 33 du décret n° 2-12-349 précité, les soumissionnaires qui n'ont pas retiré définitivement leurs plis dans les conditions prévues à l'article 12 ci-dessus resteront engagés par leurs offres pendant un délai de quatre vingt dix (75) jours, à compter de la date d'ouverture des plis.

Si, dans ce délai, le choix de l'attributaire ne peut être arrêté, le maître d'ouvrage pourra proposer, par lettre recommandée avec accusé de réception, la prolongation de ce délai. Seuls les soumissionnaires qui auront donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressé au maître d'ouvrage resteront engagés pendant ce nouveau délai.

ARTICLE 13- CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES

Critères d'évaluation des offres

Deux critères seront retenus pour l'évaluation des offres : analyse technique et analyse financière.

Critère 1 : Analyse technique comparative des offres Critères d'évaluation

- Références spécifiques et générales : 25 points
- Indicateur d'activité du cabinet : 10 points
- Equipe de l'étude : 30 points
- Note méthodologique et planning : 35 points.



| Critère | Barème |
|--|--------|
| <i>Référence /25</i> | |
| Références spécifiques similaires (National ou International) dans le domaine objet de la consultation : sondages d'opinion 3 réf. et plus = 15pt, de 2 réf.=10pt, 1 réf= 5 pt | 15 |
| Références générales en matière de réalisation d'études relatives à la concurrence et aux problématiques socio-économiques et de droit (National ou International) 5 réf.et plus = 10pt, de 3 à 4réf.=5pt, 1 à 2 réf= 2pt | 10 |
| <i>Indicateur d'activité du cabinet / 10 points</i> | |
| Chiffre d'affaires annuel des 03 dernières années Plus de 30 Millions DH = 10 pt, de 10 à 30MDH= 8pt, et inférieur à 10= 5 pt | 10 |
| <i>Equipe de l'étude/ 30 points : Qualification et compétence du personnel affecté à la réalisation de l'étude</i> | |
| Expérience du Chef d'Equipe/15pt Expérience projets similaires de l'étude/8pt; diplôme/4pt, expériences générales/3pt, | 15 |
| Expériences projets similaires + 3 projets similaires ou plus = 8 pt, 2 à 3 projets = 5pt 1 projet= 1pt | 8 |
| Diplôme : Adéquat = 4, Non adéquat = 0pt | 4 |
| | |

| | |
|---|-----|
| | |
| Expériences générales + de 10 ans = 3pt, 3 à 10 = 2pt inf à 3 = 1pt | 3 |
| Expérience du reste de l'équipe : expérience projets similaires de l'étude ; diplôme, expériences générales. Même notation et même pondération. Même notation et même pondération | 15 |
| Note méthodologique et planning / 35 points | |
| Approche méthodologique : adéquation avec les TdR/10pt, compréhension du projet/10pt, description des livrables à remettre/8pt, amélioration et ajouts du cabinet/2pt (Bon = note maximale, Moyenne = Note/2, insuffisance = 0 pt) | 30 |
| Planning proposé pour la réalisation de l'étude avec date des livrables (Bon = note maximale, Moyenne = Note/2, insuffisance = 0 pt) | 5 |
| Total de l'évaluation technique (Nt) | 100 |

NB: Après l'évaluation de l'offre technique, toute offre ayant une note Nt inférieure à 60 sur 100 points sera écartée.

Critère 2 : Analyse financière comparative des offres

Après élimination des offres non retenues à l'issue de la phase précédente, une note (Nf) sur 100 relatives à l'offre financière sera attribuée aux consultants retenus en fonction de l'offre la moins distantes, et ce au moyen de la formule suivante : $Nf = 100 * Cm / Ci$

Cm étant l'offre financière du moins disant ;

Ci étant l'offre financière du consultant considéré.

Evaluation générale

La note finale N sur 100 points s'obtiendra par la formule suivante :

$$N = 0,6 * Nt + 0,4 * Nf$$

A l'issue de cette étape, l'offre qui est retenue est celle ayant obtenue la note N la plus élevée.



ARTICLE 14-RESULTAT DEFINITIF DE L'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 45 du décret n° 2.06.388 précité, aucun soumissionnaire ne peut prétendre à une indemnité si son offre n'a pas été acceptée, ou s'il n'est pas donné suite à l'appel d'offres.

ARTICLE 15-PREFERENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE

Aux seules fins de comparaison des offres relatives aux marchés des travaux et études y afférentes, et après que la commission d'appel d'offres ait arrêté la liste des concurrents admissibles et éliminé les soumissionnaires dont les offres ne sont pas conformes aux spécifications exigées et lorsque des entreprises étrangères soumissionnent à ces marchés, une préférence peut être accordée aux offres présentées par des entreprises nationales.

ARTICLE 16-RESULTAT DEFINITIF DE L'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 44 du décret n° 2.12.349 précité, aucun soumissionnaire ne peut prétendre à une indemnité si son offre n'a pas été acceptée, ou s'il n'est pas donné suite à l'appel d'offres.



ANNEXE I : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT

ACTE D'ENGAGEMENT

A – Partie réservé à l'Administration

Appel d'offres ouvert sur offres des prix n° 02.SO/2020 du 2020 relatif à la réalisation d'une étude sur la concurrentialité du secteur du commerce du bois pour les besoins du Conseil de la Concurrence à Rabat

Passé en application de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16 et l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du décret n° 2-12-349 du 8 JOUMADA I 1434 (20 MARS 2013) fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'Etat ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle.

B – Partie réservé au concurrent

a- Pour les personnes physiques

Je, soussigné : (Prénom, nom et qualité)

*Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte, adresse du domicile élu :
.....*

Affilié à la CNSS sous le n° :

Inscrit au registre du commerce de..... (Localité) sous le n°

N° de patente

b- Pour les personnes morales

Je, soussigné : (Prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)

Agissant au nom et pour le compte de : (Raison sociale et forme juridique de la société).

Au capital de :

Adresse du siège social de la Société :

Adresse du domicile élu :

Affiliée à la CNSS sous le N° :

Inscrite au registre du commerce (Localité) sous le N°

N° de patente

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

1- remets, revêtu (s) de ma signature le bordereau de prix, un détail estimatif et/ou la décomposition du montant global établi (s) conformément aux modèles figurant au dossier d'appel d'offres.

2- m'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établis moi-même, lesquels font ressortir :

Montant hors T.V.A.: (en lettres et en chiffres)

Taux de la T.V.A : (en pourcentage)

Montant de la T.V.A : (en lettres et en chiffres)

Montant T.V.A comprise. :(en lettres et en chiffres)

L'état se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte (à la trésorerie générale, bancaire ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à.....(localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro.....

Fait à le

(Signature et cachet du concurrent)

ANNEXE II : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

DECLARATION SUR L'HONNEUR

Mode de passation : Appel d'offres ouvert sur offres des prix

Objet du marché : Réalisation d'une étude sure pour les besoins du Conseil de la Concurrence à Rabat

A - Pour les personnes physiques

Je, soussigné : (prénom, nom et qualité)

agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

adresse du domicile élu :

affilié à la CNSS sous le n°:

inscrit au registre de commerce (Localité) sous le n°

n° de patente.....

n° du compte courant postal -bancaire ou à la TGR.....(RIB)

B- Pour les personnes morales

Je, soussigné : (prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)

agissant au nom et pour le compte de : (raison sociale et forme juridique de la société)

au capital de :

adresse du siège social de la société :

adresse du domicile élu :

affiliée à la CNSS sous le n°:

inscrite au registre de commerce(localité) sous le n°

n° de patente :

n° du compte courant postal - bancaire ou à la TGR.....(RIB)

Déclare sur l'honneur :

1- m'engage à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;

2- que je remplis les conditions prévues à l'article 22 du décret n° 2-06-388 du 16 moharrem 1428 (05 février 2007) fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'Etat ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle.

- Etant en redressement judiciaire, j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité.*

3- m'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :

- à m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 24 du décret n° 2-12-349 précité ;*
- que celle-ci ne peut dépasser 50% du montant du marché, ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché.*

4 – m'engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraudes ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché.

5- m'engager à ne pas faire, par moi-même ou par personnes interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion du présent marché.

- *certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature.*
- *reconnais avoir pris connaissance des sanctions prévues par l'article 25 du décret n° 2-12-349 précité, relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.*

Fait à le

Signature et cachet du concurrent

ANNEXE III : MODELE DU CADRE DE LA DECOMPOSITION DU MONTANT GLOBAL

DECOMPOSITION DU MONTANT GLOBAL

| <i>N° du poste 1</i> | <i>Désignation de la prestation 2</i> | <i>Quantités forfaitaires 3</i> | <i>Prix forfaitaires 4</i> |
|--|---|-------------------------------------|--------------------------------|
| | | | |
| <i>TOTAL HORS TVA</i> <i>TAUX TVA (....%)</i> <i>TOTAL TTC</i> | | | |

Arrêtée la présente décomposition du montant global en dirhams toutes taxes comprises à la somme de :



APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX
N° 02.SO/2020

OBJET

**REALISATION D'UNE ETUDE SUR : « LE SONDAGE D'OPINION RELATIF A
LA PERCEPTION DE LA CONCURRENCE »**

LE CONSEIL DE LA CONCURRENCE
LE PRESIDENT

LU ET ACCEPTE PAR
(Signature et cachet du
soumissionnaire suivi de la
mention manuscrite "Lu et
accepté")



Rabat, le.....

....., le.....